

Faire du Parti Communiste le Parti du Travail

38^{ème} congrès du PCF – Contribution personnelle – 31/10/2018

Depuis plusieurs congrès déjà, la question de la réimplantation communiste à l'entreprise est posée. Celui-ci n'y échappe pas, à juste titre à mon sens : **reprendre le chemin de l'organisation politique du monde du travail – en tant que monde du travail** – est réellement l'un des chemins qu'il nous faut emprunter pour reconstruire un Parti Communiste du XXI^{ème} siècle.

Mais si nous sommes excellents pour en formuler les justifications théoriques (l'entreprise comme lieu de l'exploitation, comme principal lieu du rapport de force Capital/Travail, l'emploi comme vecteur d'identité sociale, etc...), même si des pas en avant ont été franchis ces derniers temps avec la reconstitution de réseaux nationaux de branches d'activités, nous sommes nettement moins prolixes quand il s'agit de passer à la pratique. Et pour cause, puisque c'est précisément cette pratique qui reste à réinventer collectivement. J'essaye ici de contribuer à ma petite échelle à cette réflexion pratique, dans l'esprit d'un amendement à la Base Commune que j'ai proposé lors de ma conférence de section*.

Le point de départ à mon sens est de mesurer la rupture entre l'époque où nous étions organisés en cellules d'entreprises et celle d'aujourd'hui. Rupture dans notre organisation, notre réalité militante, mais surtout **dans la structure même de l'appareil productif et de la société**. Si elle n'a pas disparue, la grande industrie s'est fortement affaiblie, remplacée par une multitude de petites unités et un relatif basculement vers les emplois de service. Les « villes-usines » qui faisaient notre force ont presque disparues, les ouvriers s'éloignant de leur lieu de travail et perdant ainsi en cohésion en même temps que leurs effectifs diminuaient. La révolution numérique a aussi fortement bouleversé l'organisation du travail, cassant les « chaînes » et les équipes au profit d'une individualisation des tâches. En parallèle, la « société de consommation » s'est installée : l'identité forgée sur le Travail a reculé au profit de constructions libérales diverses. Ce sont bien ces éléments qui sont la principale cause d'une réalité qu'il faut nommer pour l'affronter : **le recul considérable de la conscience de classe, l'atomisation du salariat moderne**.

A partir de cette réalité difficile, aucun raccourci ne s'offre à nous : si nous voulons reconstruire, nous allons devoir remiser les incantations qui ne rassurent que nous, et partir du réel tel qu'il est.

Pour cela, je pense que la priorité est de rassembler les forces sociales disponibles, au premier rang desquelles les forces syndicales combattives. **Ce sont les militant·e·s syndicaux qui affrontent au quotidien le défi de l'organisation concrète du monde du Travail**, et une frange croissante de ces camarades sentent la nécessité de construire un débouché politique à leur combat, la nécessité d'allier leur combat syndical immédiat à un combat plus large de changement de société. **Nous devons donc leur ouvrir en grand les portes de notre Parti, individuellement et collectivement** : à l'opposé d'une vision dogmatique partant du principe que c'est aux communistes « d'apporter la bonne parole », **nous devons mettre l'outil Parti au service des luttes syndicales, au service de la construction du rapport de force**. Renforcer nos liens structurels avec les syndicats doit être une priorité, sur deux plans : d'une part, porter leur parole dans les institutions où nous avons des élu·e·s, sur tous les sujets importants ; d'autre part, construire des mobilisations citoyennes autour des luttes engagées, dans les services publics, l'industrie, etc... Cette pratique nous permettra de mener naturellement une ambitieuse campagne d'adhésion au PCF, en faisant avancer dans la pratique cette conviction que **le monde du Travail n'est pas condamné à servir de marchepieds aux ambitions d'autres forces sociales** faute d'une organisation politique autonome, et que **le PCF peut redevenir cette organisation politique, dans un esprit fondamentalement ouvert et moderne**.

Je suis convaincu que cette orientation doit prendre toute sa place dans notre pratique politique, à tous les niveaux, et qu'ainsi nous pourrons **faire du Parti Communiste le Parti du Travail de ce pays !**

Jérémie GIONO, militant du PCF Sud-Grenoblois

** : Partie 6, page 21, ligne 55 : ajout*

« Pour y parvenir concrètement, il faut partir de la réalité dans le monde des entreprises : le recul du rapport de force et l'atomisation du salariat créent des conditions qui ne sont pas celles du siècle dernier.

Pourtant, des forces sociales y restent disponibles : les forces syndicales, en première ligne du combat sur ce terrain. Notre Parti doit se fixer pour objectif de renforcer ses liens avec les syndicalistes, non pas dans une logique « descendante », mais à l'inverse pour se faire le relai politique des luttes syndicales. L'organisation du Parti doit se mettre au service pratique des luttes, en élargissant aux usagers et citoyens des territoires, pour contribuer au rapport de force et être concrètement utile aux forces syndicales.

Cette pratique, incluant l'intégration de militants syndicaux à tous les niveaux de responsabilités dans le Parti et un dialogue permanent avec les syndicats, peut nous permettre de devenir réellement le « Parti du Travail ». »